

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA AGRICULTURE FRANCE

14 rue Béranger
BP 835
11100 Narbonne

Références : UID11/66-C3-2025-340

Code AIOT : 0018200036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE implanté LE RATIER PLATE FORME BOITERRA CAP DE PLA 11100 NARBONNE. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE
- LE RATIER PLATE FORME BOITERRA CAP DE PLA 11100 NARBONNE
- Code AIOT : 0018200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOTERRA, filiale de SEDE ENVIRONNEMENT, exploite une unité de compostage de déchets non dangereux (compostage de déchets verts et de boues issues de STEP) sur le territoire de la commune de NARBONNE depuis 2004.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les Obligations Légales de Débroussaillage sont respectées par l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux de ruissellement	AP de Mise en Demeure du 23/07/2024, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
8	gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/06/2011, article 1	Sans objet
3	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 2.1.4.	Sans objet
4	Paramètres à analyser	Arrêté Préfectoral du 03/08/2023, article 3.1	Sans objet
5	Fréquence des paramètres à analyser dans les émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2023, article 3.2	Sans objet
6	Biofiltres	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 3.1.3	Sans objet
7	Biofiltres	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 3.1.3	
9	obligations légales de débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.1	Sans objet
10	consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.6	Sans objet
11	PROGRAMME DE SURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 9.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité majeure n'a été identifiée lors de la visite d'inspection.

À la suite de l'étude de dimensionnement du bassin de rétention transmise par l'exploitant, il a été déterminé que le volume de rétention devra être porté à 1 680 m³. L'exploitant doit réaliser des travaux pour atteindre ce volume (agrandissement ou création d'un nouveau bassin de rétention). Le justificatif et/ou la reprise d'étanchéité doit être réalisé prochainement sur la cuve de récupération des lixiviats.

Par ailleurs, l'exploitant a prévu de réaliser des prélèvements et analyses en PFAS dans les sols.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, capacité du bassin de récupération
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VEOLIA EAU SUD, dont le siège social est implanté 65 rue Henri Becquerel, CS 29045 - 34967 MONTPELLIER, exploitant un centre de compostage sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit «Le Ratier», est mis en demeure de respecter :</p> <p>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé en fournissant à l'inspection des installations classées un document justifiant le dimensionnement du bassin de récupération des eaux de ruissellement en cas d'épisode orageux et des eaux d'extinction incendie. L'exploitant démontrera l'absence de risque de débordement du bassin ; <p>Dans l'attente l'exploitant met en place sans délai les dispositions suivantes :</p> <p>surveillance quotidienne des hauteurs d'eau dans le bassin de récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 20/08/2024, l'exploitant a transmis une note de calcul concernant le</p>

dimensionnement du bassin de rétention des eaux de ruissellement. Il conclut que le bassin actuel d'un volume de 1000 m³ est insuffisamment dimensionné pour retenir les eaux de ruissellement en cas d'épisode orageux (volume nécessaire : 1680 m³) et suffisamment dimensionné pour retenir les eaux d'extinction d'incendie (volume nécessaire : 770 m³).

En prenant comme hypothèse de pluie orageuse de 100L/m², il propose de porter la capacité du bassin de rétention à 1680 m³.

Par ailleurs, l'exploitant a procédé à la surveillance quotidienne des hauteurs d'eau dans le bassin de récupération des eaux de ruissellement depuis le 23 juillet 2024.

Le relevé présenté par l'exploitant en inspection montre un niveau max d'eau dans le bassin de 1,25 m pour une hauteur totale disponible de 2m. L'exploitant a mis en place une surveillance automatique et en continu avec un seuil d'alerte à 1 m (50 % du bassin).

On peut noter sur ce relevé que lors d'une pluie d'environ 50 mm (50L/m²), le niveau est monté d'environ 1,10 m en une journée, sans toutefois déborder (ce qui aurait pu se produire si il avait été à la hauteur d'eau maximale).

L'excédent d'eau du bassin est envoyé à la STEP urbaine de Narbonne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra procéder à l'agrandissement du bassin de rétention des eaux de ruissellement afin d'avoir un volume total de rétention de 1680 m³. Il agrandira ou construira un second bassin étanche afin d'atteindre ce volume.

Dans l'attente de l'augmentation de volume, l'exploitant maintient les dispositions suivantes : surveillance quotidienne des hauteurs d'eau dans le bassin de récupération des eaux de ruissellement et conservation à tout instant d'un volume disponible de 770 m³ pour collecter les eaux d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2011, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Volumes

Prescription contrôlée :

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-11-6495 en date du 2 février 2009 autorisant la Société VEOLIA EAU SUD à exploiter une plateforme de compostage sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit « Le Ratier » est remplacé par :

- 2791-1 >10t/j (52t/j) A
- 2780-1 > 30 T/j A

<ul style="list-style-type: none"> - 2780-2 >20 T/j A - 2780-3 sans seuil (A) 2716 -1 >1000 m3 (1500m3) A - 2714-1 >1000 m3 (1500 m3) A - 2260-2-a > 500 KW (broyage , concassage criblage ,... 750 KW) A - 2170-1 >10t/j (fabrication d'engrais, d'amendement 54 t/j) A - 2171 >200 m3 (dépôts de fumiers, engrais, supports de 12 250m3) D - 1532-2 1 000m3 - 1611 > 50t (emploi et stockage d'acide sulfurique >25% 1,5m3 soit 2,8T) NC - 1435 <100 m3 (station service de 28 m3) NC
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des différents stocks présents sur l'installation en m³ au 15 juillet 2025. Il a indiqué être en capacité de recalculer les volumes dans l'heure s'il est sollicité. Les volumes sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Clôtures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 2.1.4.</p>
<p>Thème(s) : Autre, Clôtures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'en interdire l'accès, le site est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres ou par tout autre dispositif d'efficacité équivalente, muni d'un portail fermé en permanence. Un portier audio permet le contrôle des personnes entrant sur le site. L'ensemble de ce dispositif doit être entretenu.</p> <p>Un accès principal et unique est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p> <p>Un panneau de signalisation mentionnant les heures d'ouverture de la plate-forme, doit être apposé de manière visible à l'entrée principale.</p> <p>Toutes les issues secondaires ouvertes sont surveillées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est complètement clôturée et fermée par un portail en permanence. L'accès à l'installation de dépollution du forage du ratier est séparé et cette installation est séparée de l'installation de Bioterra : réseaux séparés, clôtures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a procédé à une actualisation des parcelles cadastrées afin de prendre en compte la surface occupée par la station de dépollution des eaux du ratier. Il est demandé à l'exploitant de rajouter dans le porter à connaissance global une demande de mise à jour du périmètre ICPE de Bioterra afin de retirer la surface occupée par la station de dépollution.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Paramètres à analyser

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant est tenu de respecter pour les émissions atmosphériques à la sortie de chaque biofiltre les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Ammoniac (NH3) : 5 mg/Nm- H2S : /-COVT : 20 mg/Nm3- Concentrations d'odeurs : 500 ouE/ Nm3 (1) (1) l'exploitant est tenu de respecter à minima soit la limite applicable pour la concentration NH3 soit celle prévue pour la concentration d'odeurs. En tant que de besoin, le préfet peut prescrire la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant : <ul style="list-style-type: none">- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'installation;- soit de qualifier par des mesures d'intensité odorante, l'évolution au niveau global de l'impact olfactif de l'installation
Constats : Dans son bilan environnemental de l'année 2024, l'exploitant a présenté les résultats des analyses olfactométriques et chimiques. La moyenne annuelle en sortie du biofiltre est inférieure à 500 UO/m3. Concernant l'ammoniac, la moyenne en sortie biofiltre est supérieure à 5 mg/Nm3 pour les analyses en juin et novembre (8 mg/m3 en novembre). L'analyse des COVT montre une moyenne en sortie biofiltre inférieure à 20 mg/Nm3. Les analyses de H2S ne dépassent pas le seuil de détection des instruments de mesure. L'exploitant annonce qu'il va déposer un porter à connaissance pour des investissements qui permettront de faire passer l'air capté dans le bâtiment par une tour de lavage acide avant envoi au biofiltre (circuit suivi actuellement uniquement par l'air capté sous les andains). Ce dispositif complémentaire devrait permettre de réduire les émissions d'ammoniac et encore améliorer le fonctionnement du biofiltre (sensible à l'ammoniac).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquence des paramètres à analyser dans les émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- H2S : Semestrielle- NH3 : Semestrielle- Concentration d'odeurs : annuelle- COVT : semestrielle

Constats :
L'exploitant a respecté les fréquences semestrielles pour les analyses de H2S, NH3 et COVT en 2024 ainsi que la fréquence annuelle pour la concentration d'odeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Biofiltres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée :
Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...]
Constats :
<p>L'exploitant a mis en place un registre afin d'enregistrer les plaintes qui lui parviennent. Il a aussi modifié et simplifié l'adresse électronique pour transmettre les plaintes : odeurs.bioterra@veolia.com</p> <p>Il a indiqué avoir reçu 5 plaintes en 2024 et 2 plaintes en 2025.</p> <p>Des portes viennent se fermer automatiquement après le départ des camions qui déchargent les boues.</p> <p>Lors de la visite l'inspection constate en extérieur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • aire de récupération des lixiviats: absence d'odeur; • fossé pluvial: odeur légère due aux dépôts après les pluies récentes. L'exploitant annonce qu'il a prévu de les curer très prochainement; • bassin pluvial: odeur légère • compost mûré: odeur légère. L'exploitant indique qu'il peut y avoir des odeurs lors des chargements. • Aire de compost pour les particuliers: pas d'odeurs. • Biofiltre: absence d'odeur. <p>En intérieur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • forte odeur dans le bâtiment, notamment à proximité des boues. <p>L'exploitant prévoit des investissements en 2026 pour améliorer le système de traitement de l'air du site (cf. point de contrôle 4)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Biofiltres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 3.1.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant veille notamment à assurer l'aération nécessaire des matières traitées pour éviter leur dégradation anaérobie à tous les stades de leur présence sur le site. Il prend les dispositions nécessaires pour éviter la stagnation prolongée de boues en fond de bassin de rétention des eaux de ruissellement. La plate-forme de compostage comporte également les installations de traitement des odeurs suivantes : L'ensemble du bâtiment de compostage est entièrement confiné et mis en dépression (débit d'air repris supérieur de 15% environ au débit d'air amené), les casiers de fermentation sont fermés, un circuit de collecte d'air recueille l'ensemble des airs viciés à l'intérieur du bâtiment de compostage, l'air extrait sous les andains de fermentation est traité dans une four de lavage à acide sulfurique, l'ensemble des airs viciés recueillis traverse 4 biofiltres d'une superficie globale de 1 280 m ² avant diffusion à l'atmosphère. [...] Constats : Dans son bilan environnemental de l'année 2024, l'exploitant précise que la surface totale de traitement des 4 biofiltres est de 1472 m ² , supérieure à la surface prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il a indiqué aussi que l'ensemble des matériaux filtrants des 4 biofiltres est renouvelé régulièrement avec un rythme de remplacement de cette matrice tous les 2 ans. Lors de l'inspection, il a été constaté un système de collecte d'air sous les andains. Cet air est ensuite traité dans une tour de lavage à l'acide sulfurique. L'exploitant a précisé qu'il conserve en permanence un stock suffisant d'acide sulfurique pour traiter les airs viciés. L'exploitant a indiqué que l'air aspiré dans le bâtiment en partie haute n'est pas traité par la tour de lavage mais passe par les biofiltres. Des investissements sont prévus en 2026 pour faire évoluer cette situation (cf. point de contrôle 4). Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des lixiviats
Prescription contrôlée : [...] Les lixiviats issus de la fermentation des andains, les eaux de lavage du système de filtration permettant l'arrosage par les lixiviats des andains de fermentation, les eaux de purges de la tour de lavage des effluents gazeux à l'acide, les eaux de l'aire des bio-filtres, les eaux de l'aire de lavage des engins, les eaux de la zone de stockage des déchets verts broyés et une partie des eaux de condensats du bâtiment de compostage, sont collectés et décantés au sein d'une fosse étanche de 15 m ³ avant déversement par surverse dans une fosse étanche de 35 m ³ . [...]

<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté 2 fosses enterrées qui permettent de collecter les lixiviats. L'exploitant a indiqué qu'il procéderait à des travaux de ces cuves cet été ou à l'automne afin de refaire l'étanchéité des 2 cuves en béton.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le résultat de l'inspection des 2 cuves ainsi que la confirmation de l'étanchéité des 2 cuves.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : obligations légales de débroussaillage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, obligations légales de débroussaillage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les abords du site doivent être débroussaillés selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral relatif au débroussaillage dans l'Aude, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les surfaces à l'intérieur de l'installation étaient débroussaillées ainsi que les abords du site sur une profondeur de 50 m.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que le maire de Narbonne n'a pas porté cette obligation de maintenir en état débroussaillé à 100 mètres par arrêté. Cette distance est mesurée à partir du périmètre de la construction ou de l'installation. L'inspection lui demande également de veiller au retrait des arbres morts en lisière qui peuvent amplifier le feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : consignes générales d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, équipe d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les</p>

risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention [...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir procédé à une formation de son personnel au mois de juillet 2025 afin de le former à l'utilisation des bornes à incendie et des hydrants ainsi qu'à la mise en place des tuyaux et des lances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de futures formations et d'exercices, l'exploitant est invité à faire manipuler les lances et tuyaux par son personnel avec un débit d'eau et à chronométrer les exercices.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, principe et objectifs du programme de surveillance
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant: définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations-réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une proposition de prélèvements et analyses en PFAS des sols. Un point hors influence du site est inclus. Cette campagne a été prévue notamment pour vérifier les éventuels impacts historiques lorsque le site était autorisé à faire des rejets dans l'environnement. L'exploitant a prévu de procéder aux prélèvements et analyses prochainement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le nombre et la localisation des points devront être justifiés en fonction d'une étude historique et documentaire du site (débordement, incendie, point de rejet historique, proximité du captage...).
Type de suites proposées : Sans suite